

2 Politique

Interview du président Ali Bongo Ondimba à Gabon télévision

" Il est bon que l'on s'assoit autour d'une table "

Au lendemain de sa réélection à la tête du Gabon suite à la Décision de la Cour constitutionnelle de valider son élection lors du scrutin du 27 août dernier, le numéro un gabonais a accordé une interview exclusive à nos confrères de Gabon Télévision et Gabon 24. Nous publions ici, l'intégralité de cet entretien.

Monsieur le président de la République comment vous-sentez-vous au lendemain de la confirmation de votre réélection par la Cour constitutionnelle ?

Ali Bongo Ondimba : TOUT d'abord, je voudrais vous remercier de me donner l'opportunité de m'exprimer sur le réseau des médias publics audiovisuels de notre pays, au lendemain de la proclamation des résultats du scrutin du 27 août dernier par la Cour constitutionnelle. Ce qui est tout à fait normal, car je me devais de réserver la primauté de mes propos aux médias nationaux. Car je serais tenté de dire "Gabon d'abord". Pour répondre à votre question, je vous dirai que je me sens bien après avoir été à la rencontre de mes compatriotes pendant de nombreuses semaines. Aujourd'hui, une page se tourne. Nous devons aller de l'avant, et nous mettre tout de suite au travail.

Justement M. le président, ne croyez-vous pas que vous allez subir une pression supplémentaire du fait d'avoir promis beaucoup de choses aux Gabonais et qu'il faudrait que vous leur envoyiez des signaux forts ?

C'est tout à fait cela. Nous passons d'une pression à une autre, mais de toute autre nature et toute aussi importante. Nous devons répondre aux aspirations de nos compatriotes.

Quelque temps après la confirmation de votre réélection, vous vous êtes adressé à vos compatriotes dans un discours affirmant avoir compris le message des Gabonais. Concrètement, que voulez-vous dire par là ?

Comme je le disais précédemment, je suis allé à la rencontre de mes compatriotes et cela m'a permis d'appréhender les maux auxquels ils sont confrontés. Il ressort de tout cela que, les programmes que nous avons entamés méritent d'être davantage poursuivis. Car beaucoup de compatriotes souffrent encore.

Mon sentiment est que les Gabonais voudraient que tous les acteurs politiques se consacrent à l'amélioration de leurs conditions de vie. C'est cela le principal message. Ils ne voudraient plus voir les hommes et femmes politiques s'entre-déchirer et se battre. Mais plutôt consacrer leur énergie à la résolution des difficultés qui minent leur existence. Notamment l'accès à l'eau, l'électricité, l'amélioration de la condition de la femme, l'accès des jeunes à l'emploi, l'éducation, la formation professionnelle, etc. Toutes ces problématiques sont importantes. Par dessus tout, au regard des tensions affectant le continent, les Gabonais voudraient qu'on préserve la paix.

Vous dites que pour de nombreuses raisons et là je vais vous citer, "il y a des Gabonais qui n'ont pas choisi notre projet". Comment analysez-vous cette situation ?

C'est simplement qu'il y a des compatriotes qui ont peut-être pensé que par rapport à la réponse aux problèmes que j'ai posés, il pourrait y avoir d'autres réponses ou que d'autres pourraient les apporter. Une chose est sûre, nos compatriotes veulent du changement. J'ai pensé que j'étais le plus à même de l'apporter. Mais comme je vous l'ai dit, quand vous voyez les résultats, ce n'est pas que les Gabonais ont rejeté totalement un



Photo : Ollomo

Ali Bongo Ondimba : " Il n'y aura aucune limite au dialogue politique ".

pour prendre l'autre. Ce résultat montre qu'ils veulent que tout le monde se préoccupe de leurs difficultés. Ils veulent être sûrs que ces questions soient sur la table des responsables et que nous n'allons pas les divertir avec autres choses. Il est donc important pour celui qui a été élu de rassembler autour de lui les efforts et volontés des uns et des autres pour répondre aux préoccupations des Gabonais. C'est ce à quoi je vais m'employer.

En dehors de vous-même et de M. Jean Ping, tous les autres candidats se sont totalement effondrés. Ne s'agit-il pas là d'une forme de bipartisme ?

Cela rejoint la préoccupation qui est la nôtre dans le dialogue que nous voulons ouvrir avec les différentes forces politiques. Il y a la possibilité de donner une véritable chance à la diversité politique et, justement, d'éviter une bipolarisation de notre société. Un camp contre l'autre, ce n'est pas bon, c'est dangereux. Il y a beaucoup d'acteurs politiques qui ont de bons messages et qui devraient pouvoir être entendus. C'est donc à nous de trouver comment ceci peut se refléter dans nos institutions y compris dans nos élections. Tout cela fait parti du chantier que je dois ouvrir et qui doit nous emmener à revisiter tout notre système politique. Et comme je l'ai dit, aucun sujet ne sera tabou.

Vous parlez de revoir la gouvernance politique et économique. On a tout de suite envie de vous demander qu'est-ce qui, en terme de gouvernance politique, a le plus cloché. Alors que vous aviez en mains tous les leviers du pays ?

Nous avons des lois dont certaines commencent à être en décalage par rapport à l'évolution de notre société. Nous nous devons de les adapter pour coller au rythme de développement de notre pays.

Pour y parvenir, nous avons mis en place des instruments de dialogue. Le dialogue social pour éviter les grèves à répétitions, pour qu'on puisse s'entendre sur le modèle économique et social de notre pays et c'est ce que l'on fait. Nous avons aussi le dialogue politique avec le CND qui est justement l'instance qui doit emmener à pouvoir parler et maintenir le contact et chaque fois faire évoluer le système. Donc, il est bon que l'on s'assoit autour d'une table. Comme il est tout aussi important de dire que nos problèmes sont ceux de la population. Il faut répondre aux aspirations de la population. Donc il faut dans notre pays, que nous ayons un système de lois qui pense à

intégrer le développement économique et social. Un système qui regarde réellement et qui soutienne ce développement, car c'est ainsi que nous allons pouvoir répondre aux sollicitations émanant de notre peuple.

Revenons à la gouvernance politique. Vous dites que certaines lois sont scélérates. Mais celle instituant la vice-présidence de la République ne l'est pas du tout. Pourtant vous avez fait un mandat de sept ans sans vice-président. Est-ce que cette loi vous posait problème ?

Elle ne me pose pas de problème. C'est simplement que j'ai consulté des juristes qui m'ont dit que le président pouvait nommer un vice-président et que ce n'était nullement une injonction.

Dans le cas du dialogue attendu, est-ce qu'il est possible que demain tout ça soit revu et finalement accepter que vous ayez un vice-président ?

Encore une fois, je répète que je ne suis pas quelqu'un qui ferme la porte. Et qu'aujourd'hui, je vais explorer toutes les voies possibles qui pourront nous emmener à faire en sorte que nous puissions discuter ensemble et être rassemblés.

Vous parlez également de gouvernance économique. Ce mandat qui s'achève a largement été dominé par l'idée de diversification de l'économie. Est-ce qu'en dehors ou à côté de celle-ci, vous avez d'autres projections quand on sait qu'aujourd'hui, notre économie est affectée par la baisse des prix des cours du baril du pétrole ?

La diversification de notre économie est plus que jamais d'actualité ! Justement, par rapport à la baisse, à l'effondrement du prix du baril du pétrole, n'eût été la diversification que nous avons entamée, nous aurions connu une récession. Donc, il faudrait que nous accélérions le processus. Pour y arriver, il nous faut améliorer l'éducation et la formation professionnelle. Cela me paraît des préalables indispensables pour faciliter l'accès des jeunes gabonais aux emplois qui résulteraient de cette diversification et de la transformation locale de nos matières premières, à l'exemple du complexe métallurgique de Moanda. Tout ceci montre bien les possibilités qui sont les nôtres.

Monsieur le président, un de nos partenaires économiques est l'Union européenne (UE) que vous avez invitée pour rendre transparente l'élection. Mais

quelques sons divergents émanent de l'UE au sujet de l'accueil reçu dans notre pays. Ne craignez-vous pas que cela impacte sur nos relations ?

Que les choses soient claires, nous n'avons pas de problème avec l'UE. Nous avons eu certaines difficultés avec quelques membres de la mission d'observation qui n'ont pas respecté leurs engagements et donc n'ont pas été au-dessus de tout soupçon. Nous sommes un pays indépendant avec nos lois, il est donc difficile d'accepter qu'on vienne nous dire de les changer en plein déroulement du processus électoral. En cours de partie, on ne change pas les règles du jeu. Les dispositions en matière électorale actuellement en vigueur dans notre pays datent de 1996. Tous les acteurs politiques le savent. C'est au Parlement qu'il revient de légiférer pour les adapter aux évolutions de notre vie politique. Si je l'avais fait, comme on me l'a suggéré, j'aurais essuyé des critiques de ceux qui m'ont demandé de modifier le dispositif électoral.

Dans la gouvernance politique, Omar Bongo Ondimba privilégiait la géopolitique. Les résultats de ce scrutin montrent que chacun a engrangé des voix dans son fief électoral. Ce qui laisse à penser qu'on a besoin d'aller chercher l'autre. Est-ce que cette idée de géopolitique vous inspire ?

Dans tous les pays, il y a toujours une dose de géopolitique. Ce serait une contrevérité de dire que c'est absolument mauvais. Ceci étant, vous comprenez aisément que je ne peux pas former uniquement un gouvernement avec les natifs du Haut-Ogooué, localité où j'ai eu le plus grand nombre des suffrages exprimés. Donc, il m'incombe de travailler avec les filles et fils de ce pays qui pourront m'accompagner dans le développement du Gabon. Donc la main tendue, elle est là. Je la tends. Il faudrait que les uns et les autres comprennent que l'élection est derrière nous, et qu'il faudrait que nous nous mettions au travail. Le peuple a tranché, c'est terminé. C'est ce dont il faut tenir compte. Nous sommes des Gabonais, le dialogue va se faire entre nous pour le bien de notre pays.

S'agissant du dialogue national, M. le président, il fut un temps où vous envisagiez de l'organiser au sein du Conseil national de la démocratie (CND). Peut-on considérer que cette option n'est plus envisageable ?

Non pas du tout, car le CND est le résultat d'un consensus entre tous les acteurs politiques gabonais. C'est une instance où nous pouvons discuter de manière permanente de la démocratie et de tout problème inhérent à la vie de notre Nation et comment les résoudre. Donc, c'est vous dire que, plus qu'hier, il a encore aujourd'hui une importance indéniable.

Pensez-vous que tous les autres acteurs de la classe politique pourront s'inscrire dans ce dialogue ?

Si nous disons que ce qui nous importe c'est le bien de nos compatriotes, alors rien ne devrait interdire et empêcher que nous puissions discuter, si c'est pour le bien de notre pays. Et l'une des leçons qu'il faudrait retenir de ce scrutin c'est de se dire que nos compatriotes souhaitent que nous pensions un peu moins à nous, mais plus à eux. Et donc, si nous devons nous réunir autour d'une table, c'est pour parler du Gabon et de ce que nous avons en commun. Pour parler de ce pays, pour savoir ce que nous voulons en faire pour mieux le développer. Devant un tel défi, un vrai patriote ne devrait pas refuser d'apporter sa pierre.